Ford Blanquefort. Les salariés approuvent le plan de reprise de Punch Powerglide



Les salariés de Ford Blanquefort, usine de 850 emplois proche de Bordeaux menacée de fermeture, ont donné, ce mardi 11 décembre, leur feu vert à l'offre de reprise présentée par Punch Powerglide. | GEORGES GOBET / AFP

Ouest-France avec AFP

Modifié le 11/12/2018 à 19h28 Publié le 11/12/2018 à 19h27

Les salariés de Ford Blanquefort, usine de 850 emplois proche de Bordeaux menacée de fermeture, ont donné, ce mardi 11 décembre, leur feu vert à l'offre de reprise présentée par Punch Powerglide.

Ils étaient plusieurs centaines, ce mardi, réunis en assemblée générale. Les salariés de Ford Blanquefort, usine de 850 emplois proche de Bordeaux menacée de fermeture, ont donné leur feu vert à l'offre de reprise présentée par Punch Powerglide, a-t-on appris de source syndicale. « **C'était un vote massif** », une « **très grande majorité** », ont souligné des responsables syndicaux de FO et de la CGT.

Après cet accord, la décision finale « ne tient plus qu'à Ford », a résumé Vincent Alauze, délégué CGT, tout comme Jean-Marc Chavant, élu FO au comité d'entreprise, selon qui « au bout du bout, c'est Ford qui détient la clef ». Ce protocole doit en effet être encore approuvé par le constructeur américain qui voudrait plutôt fermer purement et simplement l'usine. Sollicité par l'Agence France Presse, Ford n'a pas souhaité faire de commentaire.

Un coup de fil entre Bruno Le Maire et Ford à venir?

L'entreprise a simplement rappelé ses doutes sur le projet de Punch Powerglide, exprimés précédemment dans plusieurs communiqués, qui portent sur la viabilité du plan de reprise et ne sont pas liés à l'acceptation du plan par les salariés. Fort de l'accord entre Punch et les syndicats de Blanquefort, le ministre de l'Économie Bruno Le Maire devait dans les tout prochains jours téléphoner au PDG de Ford Jim Hackett, afin de convaincre le constructeur américain d'accepter le plan, ont ajouté les syndicats à Bordeaux. Ces derniers s'appuient sur la base d'assurances en ce sens venant de la délégation interministérielle aux restructurations d'entreprises.

L'intersyndicale de l'usine avait rencontré lundi à Paris le repreneur potentiel du site et des représentants de l'État. Une réunion de la « dernière chance », selon les termes de la CGT. « On ne pourra pas dire que la reprise a capoté à cause des organisations syndicales », ont insisté FO et la CGT, « On est content d'avoir sauvé le truc, même si on y perd des plumes », a pointé Vincent Alauze.

Le nombre d'emplois conservés serait « entre 300 et 400 en fonction du nombre de collègues qui veulent partir. Mais dans l'idéal, Punch en voudrait 400, donc s'il y a davantage de partants, il y aura des embauches », a ajouté le syndicaliste. Le protocole approuvé mardi prévoit aussi trois ans de gel des salaires, de modulation du temps de travail et l'abandon de trois jours de RTT, derniers points d'achoppement.

Ford avait annoncé fin février qu'il cessait tout investissement dans son usine girondine de fabrication de boîtes de vitesse, implantée dans la banlieue bordelaise depuis 1972.